

de pression électorale que la fraction P.C.F. entend faire jouer à la C.G.T. a conduit ces derniers mois la confédération à des reculs significatifs aux élections professionnelles au profit de la C.F.D.T. Enfin, pour la première fois, le P.C.F. est contesté sur sa gauche par des organisations révolutionnaires qui ont conquis, depuis 1968, une implantation non négligeable dans l'avant-garde ouvrière large, et qu'il est de plus en plus difficile de qualifier de groupuscules étudiants.

Le P.C.F. doit payer le prix de son électoralisme. Tout en étant obligé de tenir compte de ce qui se passe dans les masses, le P.C.F., marqué par son passé et son histoire, doit, pour rassurer l'électorat qu'il convoite, aller très loin dans ses ouvertures à droite.

Et, malgré cette basse besogne, l'Union de la gauche bénéficie davantage à la social-démocratie, électoralement plus crédible, et qui peut se permettre, sans s'engager à rien de concret, de rassembler des militants ouvriers en reprenant à son compte les thèmes du socialisme et de l'autogestion (assises sur le socialisme).

Les liens du P.C.F. avec l'U.R.S.S. constituent une autre source de contradictions. Ils ne constituent plus, comme après octobre 1917, ou même après Stalingrad, une source de prestige, profitable au P.C. pour son implantation dans la classe ouvrière. La nouvelle génération ouvrière a du mal à prendre Brejnev pour un héros révolutionnaire ; la dégénérescence bureaucratique de l'Union Soviétique, sa politique contre-révolutionnaire sont de plus en plus largement connues. Cependant, le maintien des liens avec l'U.R.S.S. demeure un élément de la stratégie réformiste du P.C.F. Elle lui permet d'avancer la perspective concrète d'une liaison ou d'une association avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, perspective politique et commerciale qui fait totalement défaut à la social-démocratie.

Et ce n'est pas par hasard que, devant la crise du franquisme, le P.C. espagnol renforce ses liens relâchés avec l'U.R.S.S. et assainit ses rapports avec le P.C. portugais ; pas par hasard non plus que le P.C. grec de l'extérieur (lié à l'U.R.S.S.) se développe, notoirement en Grèce.

Bien sûr, la bureaucratie soviétique manifeste sans ambiguïté depuis plusieurs années son soutien aux gouvernements bourgeois français ; elle préfère soutenir un gouvernement bourgeois qui marque quelque distance vis-à-vis des Etats-Unis, plutôt que trop attendre d'un gouvernement de gauche où les sociaux-démocrates dominent (dont une partie importante des dirigeants demeure pro-atlantique, d'où la visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard en pleine campagne présidentielle). Mais la bureaucratie stalinienne sait placer le réalisme au poste de commande et, au cas où le gouvernement se gauche serait instauré, elle jouerait au mieux de ses moyens de pression sur le P.C.F. pour obtenir les meilleures garanties.

L'ensemble des contradictions auxquelles le P.C.F. est confronté illustre le processus de social-démocratisation non achevé dans lequel il est engagé ; cette social-démocratisation se manifeste dans la triple modification des rapports du P.C.F. avec les masses, avec l'appareil d'Etat bourgeois, avec l'U.R.S.S.

a) **Avec les masses.** Face à la radicalisation qui s'est développée dans l'ensemble des pays d'Europe après 1968, les P.C. se sont retrouvés dans une situation différente de celle qu'ils avaient connue en 1934-1936 ou en 1945-1947. Lors de ces deux périodes, la partie la plus combative des travailleurs, qui s'était révélée à travers les luttes, avait été captée par les organisations réformistes et, au premier chef, par le P.C., qui apparaissait comme le plus à gauche. Dans les deux cas, les périodes de montée avaient rapidement été

suivies par des périodes de reflux (guerre mondiale, guerre froide) qui ont empêché un réel développement de l'implantation des révolutionnaires. Après 1968, au contraire, une partie importante de la radicalisation ouvrière est passée en dehors des partis traditionnels. La combativité persistante a permis d'élargir les brèches dans la domination réformiste. Une nouvelle avant-garde large échappant au contrôle des directions traditionnelles s'est développée dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Ces facteurs ont déterminé dans le P.C.F., et surtout dans la J.C. et la C.G.T. (au cœur de la contradiction entre la stratégie électoraliste et la combativité ouvrière) un réel malaise : stagnation ou recul des effectifs syndicaux dans certains bastions avec progrès simultanés chez les cadres et dans les secteurs arriérés, recul aux élections professionnelles après les grèves, usure des militants chevronnés, anémie des cellules d'entreprise (d'où l'accent mis au XXI^e Congrès sur la vie des cellules d'entreprise).

b) **Avec l'appareil d'Etat bourgeois.** Le processus de social-démocratisation se manifeste également par le développement systématique d'illusions parlementaristes et électoralistes (jadis véhiculées principalement par la social-démocratie) et l'absence de toute éducation révolutionnaire. Les succès de leur orientation réformiste ont permis à plusieurs P.C. européens qui sont des partis de masse, de conquérir toute une série de positions et de prébendes comparables à celles qu'avaient conquises la social-démocratie classique : positions parlementaires et municipales, syndicalisme de commissions paritaires, positions dans les associations diverses, etc. La longue période de stabilité relative du capitalisme en Europe occidentale et l'absence de grandes explosions révolutionnaires sur le continent entre 1945 et 1968 a considérablement renforcé cette évolution, jouant en ce sens un rôle analogue à celui de la période d'essor impérialiste en Europe (de 1893 à 1914) pour les partis de la II^e Internationale.

c) **Avec l'U.R.S.S.** Avec la coexistence pacifique et la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, l'U.R.S.S. n'est plus directement menacée. Cela ne signifie pas que l'existence de partis communistes liés à elle n'ait plus aucune importance à ses yeux. Mais cela leur confère une fonction différente : faire pression sur la bourgeoisie nationale dans le sens des intérêts de la bureaucratie soviétique, aider au maintien du statu quo international. Pour le P.C., réciproquement, l'U.R.S.S. n'occupe plus la même place. Après les révélations sur les crimes de Staline, après la Hongrie, après la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. est devenue un repoussoir, non seulement pour les nouvelles générations militantes qui, dans la jeunesse et la classe ouvrière, se tournent vers le socialisme, mais aussi pour les « couches nouvelles » de cadres, de techniciens, d'enseignants dont le P.C. s'efforce de gagner les faveurs électorales. C'est pourquoi (les rapports d'allégeance inconditionnelle à l'U.R.S.S. entrant en contradiction avec leurs intérêts de politique nationale) les P.C. européens cherchent de plus en plus à remplacer la stricte subordination par la « fraternité critique » et mettent l'accent sur la voie nationale au socialisme.

S'il est largement engagé, le processus de social-démocratisation du P.C.F. demeure inachevé. Le P.C.F. reste largement hégémonique dans la classe ouvrière avec laquelle il garde des liens organisationnels étroits ; cela lui permet d'opérer des durcissements tactiques et d'assouplir sa pratique en vue de rééquilibrer à son avantage les rapports de force au sein de l'Union de la gauche, en jouant son implantation contre l'alliance de la social-démocratie.